



Face aux attaques patronales et gouvernementales : pas question d'accepter les sacrifices !

300 000 emplois sont actuellement menacés dans des grandes entreprises de la chimie, de l'automobile, de la grande distribution, et chez leurs sous-traitants. Des entreprises qui accumulent pourtant des profits, grâce au travail de ces salariés qu'elles veulent maintenant jeter dehors.

Les travailleuses et travailleurs produisent toujours plus, mieux, plus vite. Mais qui en profite ? Les patrons, qui imposent toujours plus de sacrifices : licenciements, augmentation des cadences et du temps de travail ou pertes de salaire. L'entreprise de verrerie Saverglass, a ainsi proposé, après des mois de chômage partiel, la baisse des salaires de 5 % !

Le gouvernement n'est pas en reste dans la fonction publique, avec les trois jours de carence et les suppressions de postes. Apprenant que le patron milliardaire Elon Musk était chargé par Donald Trump d'anéantir des emplois publics par milliers, le ministre français de la Fonction publique, Guillaume Kasbarian, s'est fendu d'un message de félicitations sur les réseaux sociaux : qui se ressemble s'assemble.

Et voilà que le Sénat a déposé un amendement à la loi de finances de la Sécu qui obligerait les salariés à travailler sept heures de plus gratuitement. Proposition que le ministre de l'Économie trouve « intéressante » et « judicieuse » !

Devant la colère des salariés, le Premier ministre fait les gros yeux aux groupes qui licencient tout en faisant des bénéfices et en empochant les aides publiques, les Auchan, Stellantis et autres Michelin. Mais c'est bien pour rembourser ces milliards de cadeaux que Barnier veut faire passer 60 milliards d'économies dans le budget 2025.

Tous ensemble !

Des grèves sont en cours ou ont eu lieu contre les licenciements, comme chez Valeo à La Suze-sur-Sarthe (Sarthe), Vencorex au Pont-de-Claix (Isère), Michelin à Cholet (Maine-et-Loire), MA France à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis)...

D'autres concernent les salaires, comme chez H&M ou dans l'entreprise de nettoyage Atalian dans les Bouches-du-Rhône, ou dans certaines filiales Keolis dans l'Allier, l'Hérault, l'Oise, les Yvelines et le Val-d'Oise.

Une grève de la fonction publique est prévue le 5 décembre. Une journée de mobilisation aura lieu le 10 décembre dans l'enseignement supérieur et la recherche. Une grève débutera le 11 décembre à la SNCF contre son démantèlement. Entre-temps, les agriculteurs devraient aussi être mobilisés...

Le gouvernement et le patronat essaient de nous isoler et de nous monter les uns contre les autres. Nous devons nous armer contre toutes les tentatives de division, que ce soit entre salariés du public et du privé, ou entre salariés des différents pays. Ce n'est pas en fermant les frontières au nom du « protectionnisme » que l'on empêchera le patronat d'exploiter et de licencier. Leur plus grande peur est que nos luttes convergent, que les salariés menacés de licenciement se coordonnent, que des actions communes soient décidées par les grévistes.

La seule solution, c'est de nous battre, ensemble, à l'image du mouvement contre la vie chère qui touche la Martinique depuis deux mois.

Alors oui, chaque journée de lutte doit devenir un point de ralliement et être une étape dans la construction de la lutte collective ! C'est la seule voie pour arracher l'interdiction des licenciements, le partage du temps de travail sans perte de salaire, des augmentations à la hauteur de l'inflation, l'embauche définitive des précaires et des emplois partout où ils manquent cruellement, pour des services publics de qualité, notamment dans les transports, la santé et l'éducation.

C'est nous qui faisons tourner la société, c'est à nous de décider !

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 18 novembre 2024

ABONNE-TOI A NOTRE
NEWSLETTER EN SCANNANT
LE QR CODE OU A L'ADRESSE

[HTTPS://FRAMALISTES.ORG/
SYMPA/SUSCRIRE/
NEWSLETTERNPAGRENOBLEISERE](https://framalistes.org/sympa/suscrire/newsletternpagrenobleisere)



Contre l'escalade guerrière
israélienne soutenue par les
grandes puissances

MANIFESTATION - PLACE FELIX POULAT
SAMEDI 23 NOVEMBRE - 14h30

CONTRE LES VIOLENCES
SEXISTES ET SEXUELLES

MANIFESTATION - JARDIN DE VILLE
LUNDI 25 NOVEMBRE - 18h30



ST Micro : les patrons s'organisent, à nous d'en faire de même !

Dans un communiqué de presse, la CGT interroge sur les ventes d'actions effectuées par les membres du Comité Exécutif de STMicroelectronics en mai 2024, vente intervenant avant l'annonce de la révision du chiffre d'affaires prévisionnel. La direction explique des ventes « servant à couvrir l'impôt ». Quelle que soit la raison de ces ventes aux montants faramineux, force est de constater que les patrons se donnent les moyens de s'organiser pour tirer profit de toutes les situations. Pour nous défendre en tant que salarié.e.s, nous avons besoin de faire de même en nous organisant pour nos propres intérêts.

8 novembre 16h48 : une date qui montre l'étendue des inégalités salariales

Cette date mise en avant par le média Les Glorieuses illustre le manque à gagner pour les femmes en raison des inégalités de salaires. L'INSEE estimait en 2022 que pour un temps de travail égal dans le privé, le salaire des femmes était inférieur de 14,9 % à celui des hommes. Rapporté au nombre de jours ouvrés par an, c'est comme si les dernières semaines de l'année à partir du 8 novembre n'étaient pas payées. Et la situation empire si l'on prend en compte l'impact des temps partiels : le salaire moyen des femmes est alors inférieur de 23,5 %. À ST aussi la direction maintient ces inégalités : l'entreprise a été condamnée en octobre 2023 pour avoir discriminé une dizaine de salariées parce que femmes et pour n'avoir pas appliqué l'accord égalité. Le combat de ces collègues, contre lesquelles ST peut encore se pourvoir en cassation, montre que la lutte collective peut faire reculer ces inégalités. Si cette lutte s'étendait à plus grande échelle, elle pourrait faire voler en éclat l'ensemble des discriminations qui perdurent dans l'entreprise.

Michelin, Auchan... : combattons les licenciements !

Michelin, qui annonce la fermeture des sites de Cholet (950 salariés) et de Vannes (300 salariés) avec 2 milliards de bénéfice net cette année n'est pas plus « en difficulté » que la famille Mulliez, propriétaire d'Auchan qui menace 2 500 emplois. Aucune de ces deux entreprises ne parle de délocalisations : gains de productivité, compétition internationale, augmentation et rentabilité suffisent à tout justifier.

Les annonces s'accumulent dans l'automobile, dans la

chimie, l'aéronautique et la grande distribution. Pas moins de 150 000 emplois menacés en France... Tous en même temps, s'inquiètent le patronat et le gouvernement !

Alors oui, comme ils le redoutent, c'est bien le « tous ensemble » qui permettra aux ouvriers d'obtenir des indemnités acceptables, le maintien des sites et surtout des emplois. Entreprise par entreprise, site par site, ils risquent d'être vaincus. Mais en se coordonnant, ils pourraient construire un rapport de force qui rende crédible jusqu'à l'interdiction des licenciements !

Grève à ST Crolles

Ce jeudi 14 novembre, nos collègues de Crolles se sont mis en grève. Dans les raisons de la grève a été mis en avant l'accroissement de la charge de travail et le non-remplacement des collègues en contrats précaires.

Nos collègues ont raison de s'indigner de la dégradation de nos conditions de travail. Ces problèmes sont également les nôtres.

Soutien d'Elon Musk à Trump : à bas la propriété privée... des moyens d'information

Le résultat des élections américaines est tombé. Trump sera le prochain président des États-Unis. Cette victoire est due à l'effondrement du vote démocrate, mais aussi en partie au rôle qu'a joué Elon Musk en mettant à disposition son réseau social X (anciennement Twitter). Comme en France où six groupes se partagent la quasi-totalité des médias, les USA sont marqués par la mainmise du patronat sur la production et la diffusion de l'information. En échange de ses bons services, Trump va confier à Musk les manettes d'un nouveau ministère, le Department of Government Efficiency (DOGE) qui aura pour objectif à la manière de Javier Milei de s'attaquer de la façon la plus brutale possible aux services publics. Étant donné sa gestion catastrophique de Twitter, et de ses politiques féroces antisyndicales dans ses entreprises, son CV est plutôt pertinent pour ce rôle. Mais la toute-puissance de milliardaires comme Musk, capables de favoriser l'élection de gouvernements à leur service, n'est pas une fatalité. Musk n'est rien sans la richesse tirée du travail des salarié.e.s de Tesla, SpaceX ou Starlink, et des sous-traitants et fournisseurs comme ST. C'est en remettant en cause la propriété privée de ces milliardaires sur les moyens de production, y compris d'information, que nous pourrions saper l'influence qu'ils exercent sur l'ensemble de la société

Ce bulletin est le tien, fais le circuler ! Tu peux nous aider en informant. Prends contact avec nos militants :



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-révolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com